Contre attaque : ISRAËL MÈNE UNE VASTE CAMPAGNE DE PROPAGANDE RACISTE EN EUROPE

8 novembre 2026Corruption, Fake news, Racisme

Italie, France, Allemagne… Des dizaines de pays européens touchés par une campagne d'influence industrielle pilotée par le régime génocidaire

«L'une des plus grandes campagnes d'influence et de désinformation raciste jamais documentée». C'est en substance ce que décrivent les chercheurs Marc Owen Jones et Sohan Dsouza, respectivement professeur sur le campus de Doha de l'université américaine Northwestern et chercheur indépendant, pour qualifier la bataille d'influence que cherche à mener Israël en Europe. Sur les réseaux sociaux cette campagne, délibérément axée sur les calendriers électoraux européens, a généré plus de 830 millions de vues cumulés depuis 3 ans, pour un coût total estimé à environ 10 millions d'euros. Il s'agit là d'un nouveau cap franchi en matière de propagande, avec une production en masse de fausses informations pilotées par l'extrême droite israélienne.

Le concept est simple : inonder de publicités les plateformes de Meta, mais aussi Youtube ou encore TikTok. Cette gigantesque opération de désinformation, généreusement financée, fourmille de contenus racistes et islamophobes, visant tout particulièrement le Qatar. Présenté comme un soutien du terrorisme, des contenus placent également l'émirat comme instigateur du «grand remplacement», la théorie raciste préférée de l'extrême droite. D'autres contenus islamophobes à l'adresse des utilisateurs français établissent un lien entre le mouvement social en cours et les personnes de confession musulmane.

Les auteurs de l'enquête sont parvenus à identifier le principal bénéficiaire de l'opération : l'État d'Israël, avec différents indices laissant peu de place au doute. En novembre 2024, une série de publicités faisant par exemple la promotion du premier ministre hongrois d'alors, Viktor Orban, ont été mises en ligne le jour où la Cour pénale internationale a émis un mandat contre Benjamin Netanyahou, juste avant qu'Orban ne l'invite à se rendre en Hongrie. Des raids ont aussi ciblé la plateforme Wikipédia, pour assimiler des pages antisionistes à l'antisémitisme. Suite à une erreur

technique, la véritable adresse IP d'un de ces éditeurs est même apparue, domiciliée en Israël.

La spécificité de cette campagne d'influence, au-delà de son ampleur hors normes et de son islamophobie décomplexée, réside sans doute dans les outils utilisés par les agents israéliens. Car si les ingérences étrangères dans des élections étrangères sont vieilles comme le monde, celle-ci prend une forme particulière sur les réseaux sociaux, en cherchant à esquiver les maigres outils de modération des plateformes. Les contenus diffusés sur les réseaux utilisent largement le «langage 137», une technique de graphie consistant à remplacer les caractères par des chiffre, ou les fautes d'orthographe volontaires pour tromper l'OCR, la reconnaissance automatique de texte utilisée par les plateformes pour censurer certains contenus. QATAR est par exemple régulièrement orthographié Q4TAR.



L’Hexagone est, ces derniers mois, le pays le plus visé par la campagne : on y recense 120 millions de vues en trois ans. L’enquête met aussi en évidence la volonté des commanditaires de s’aligner sur les calendriers électoraux européens, notamment français. En 2024, «les publicités visant la France se sont concentrées sur les mois précédant les élections européennes» notent les chercheurs, tout comme en Italie la même année.

Et Israël n’en est pas à son coup d’essai. La France Insoumise, connue pour ses positions en faveur de la Palestine et du droit international, a subi des campagnes de diffamation massives au moment des dernières élections municipales. Des enquêteurs français ont pu remonter la piste d’une officine de manipulation numérique israélienne appelée Black Core. Une structure sans existence légale, liée à la firme Galacticos AI et SNI Digital, basées à Tel Aviv et spécialisées dans les cyber-attaques. Pour ne citer que lui, le candidat LFI pour la ville de Toulouse François Picquemal était par exemple associé par des faux comptes sur les réseaux sociaux à un pédocriminel, sans qu’aucun élément tangible ni enquête ne soit présentée.

Pour le régime génocidaire, la guerre informationnelle est manifestement devenu un enjeu majeur, une manière de lutter contre la «délégitimation» d’Israël dans l’opinion publique internationale. Les chefs du régime israélien évoquent cyniquement la «bataille pour la vérité» quand il s’agit de nier les crimes de guerre commis à Gaza, et cherchent à reproduire la méthode pour conserver leurs soutiens internationaux.

À l’approche des présidentielles, nul doute que les efforts israéliens pour porter l’extrême droite au pouvoir vont redoubler d’intensité. Dans un monde de post-vérité, où ce type d’ingérences est largement toléré par les PDG techno-fascistes des réseaux sociaux, il est vital de soutenir les médias indépendants.